

2020, RÉTROSPECTIVE D'UNE ANNÉE À REBONDISSEMENTS EN RD CONGO

« Je souhaite que l'année de nos 60 ans d'indépendance soit une année de succès pour chacun de nous. Il nous faut, dès maintenant, nous remettre en question. Je décrète 2020, l'Année de l'Action. L'année du combat contre la pauvreté, l'année de la renaissance, l'année de la paix, l'année de la justice pour tous. »¹

Alain NZADI-A-NZADI, S.J.
Chercheur en littératures francophones.
Directeur du CEPAS et Rédacteur en Chef de *Congo-Afrique*.
nzadialain@gmail.com

Affirmer que 2020 restera une année gravée dans la mémoire de l'humanité serait certainement une lapalissade. En effet, supposément parti de la ville chinoise de Wuhan, un virus particulièrement ravageur et déstabilisateur dans son mode de transmission et dans sa létalité, a traversé les océans pour envahir le monde entier, décimant au passage quelques centaines de milliers des gens et provoquant l'effondrement planétaire du tissu socio-économique. Et la RD Congo, notre pays, n'y a pas échappé.

C'est dans ce contexte trouble que le Centre d'Études pour l'Action Sociale (CEPAS) a organisé ses Journées Sociales, du 11 au 13 novembre 2020, autour d'un phénomène qui prend de plus en plus de l'ampleur en RD Congo, à savoir « l'accaparement des terres et les défis du foncier ».

Les analystes focalisent leur attention tour à tour sur la gestion et les défis des secteurs minier et forestier (Henri Muhiya), sur quelques projets emblématiques qualifiés par d'aucuns, à tort ou à raison, de « prototypes d'accaparement abusif » (Jean-Baptiste Ntagoma et alii, Rigo Gene) et sur la réforme de l'administration foncière en RD Congo (Floribert Nyamwoga). Les différentes analyses sont révélatrices d'une gestion boiteuse du patrimoine foncier congolais, qu'il s'agisse du secteur minier ou forestier. Le pays ne tire pas suffisamment profit de la manne foncière dont la nature l'a doté. Il faut

1 Félix Antoine TSHISEKEDI, *Discours sur l'état de la Nation*, Kinshasa, 13 décembre 2019.

donc améliorer la gestion de l'énorme patrimoine foncier pour en tirer des dividendes capables d'accélérer le processus de développement du pays.

Mais, cet éditorial entend plutôt porter son attention sur une relecture de l'année qui s'achève. Dans ce sens, il ne serait pas sans intérêt de revisiter, à grands traits, le discours-programme du Chef de l'État congolais devant le Congrès, le 13 décembre 2019. En effet, au moment de dire adieu à cette année particulière à plus d'un titre, l'heure est aussi au bilan.

(1) Une lueur d'espoir ou des promesses purement utopiques ?

Après une année passée au sommet de l'État, il était temps que le Président de la République dresse un bilan critique de son action politique et se projette vers l'avenir. Ainsi, lors du traditionnel discours sur l'état de la nation devant les deux chambres du parlement réunies en congrès, le 13 décembre 2019, Félix-Antoine Tshisekedi s'est montré particulièrement optimiste en proclamant au passage l'année 2020, qui pointait à l'horizon, comme celle de l'action, du combat contre la pauvreté, de la renaissance, de la paix, de la justice pour tous. Bref, une année où tous les espoirs seraient permis, où « le peuple d'abord » allait s'affranchir du statut de slogan stérile pour se matérialiser à travers des actes concrets de politiques publiques au bénéfice de ce peuple longtemps marginalisé. Et les mots du Président résonnent encore en nous aujourd'hui :

Oui, 'le peuple d'abord' est la boussole de notre action et la mesure de notre détermination. L'intérêt du Peuple a toujours constitué et continuera à constituer le fil conducteur de toutes les réformes que j'entends voir le Gouvernement de la République accomplir au cours de mon mandat. C'est à l'aune de sa satisfaction que notre action aura un sens. C'est pour lui, et rien que pour lui, que nous devons accepter privations et sacrifices dans la mesure où il demeure le souverain².

Douze mois plus tard, au moment de tourner la page 2020, peut-on regarder en arrière et affirmer, sans peur d'être contredit, que ce fut réellement une « année de l'action », une année du « peuple d'abord » ? Force est de reconnaître que le taux d'application des promesses contenues dans ce discours est resté extrêmement faible en 2020³.

Certes, la pandémie de Covid-19 a chamboulé les perspectives économiques de tous les pays du monde. Mais, au regard du spectacle déplorable que la gestion du vaste « Programme de 100 jours » nous a réservé, ce serait nous bercer d'illusion que de croire que la situation aurait été significativement différente, si les affres de la pandémie de Covid-19 et ses conséquences socio-économiques corolaires n'étaient pas passées par

2 Félix Antoine TSHISEKEDI, *Discours sur l'état de la Nation*, Kinshasa, 13 décembre 2019.

3 Cf. <https://deskeco.com>. Retour sur 11 extraits du discours du Président de la République où il fait des promesses. Page consultée en janvier 2021.

là. En effet, détournements spectaculaires⁴, mégestion, enrichissements illicites, etc., ont remplacé ponts et chaussées à construire, infrastructures diverses à réhabiliter, salaires décents à octroyer aux fonctionnaires. Ce dont le peuple a surtout été témoin, c'est un manque de redevabilité notoire dans le chef de certains animateurs des institutions de la République et des mandataires des entreprises publiques. Où serait alors le changement tant chanté ? « Le peuple d'abord » n'a-t-il pas continué de sonner comme un slogan creux et sans impact réel ?

Heureusement, dans cet amas de mauvaises nouvelles, quelques signaux encourageants d'un état de droit ont commencé à poindre, notamment avec les divers procès liés aux détournements des fonds du « Programme de 100 jours ». Il était temps de rappeler aux citoyens, quels qu'ils soient, le devoir de redevabilité qui est un moteur de croissance et de développement dans un état de droit.

Mais, dans l'ensemble, nous nous devons de constater que malgré la crise sanitaire qui a bouleversé les prévisions de croissance du Gouvernement, les défis de bonne gouvernance, eux, sont restés presque entiers durant toute l'année. Il va donc falloir que le Gouvernement change son fusil d'épaule en 2021 pour que les belles promesses contenues dans l'adresse du Chef de l'État se matérialisent enfin. Puisque 2020 n'a pas véritablement été « l'année de l'action », il faudrait tout mettre en œuvre pour que 2021 le soit !

(2) À bas la tribalisation/régionalisation du vivre ensemble et des défis communs à relever !

Dans son discours-programme de 2019 qui annonçait une année 2020 de tous les espoirs, le Chef de l'État a aussi effleuré un autre fléau auquel il convient d'accorder une attention particulière si l'on veut construire la nation congolaise : la tribalisation de nos défis communs et du vivre ensemble en tant que peuple d'une même nation.

Nous honorons un Congo réconcilié. **Notre Nation ne sera plus un Congo de la division, de la haine ou du tribalisme.** Nous avons affirmé la volonté de construire un Congo uni et fort dans sa diversité culturelle et son attachement à la mère patrie. Un Congo tourné vers son développement dans la paix et la sécurité. Un Congo pour tous dans lequel chacun mérite sa place⁵.

En 2020, l'on a observé, ici et là, une certaine tendance au tribalisme ou au régionalisme. Il est bon de dénoncer ce fléau qui n'aide pas notre pays à avancer dans la bonne direction. Pour que nos initiatives éparses gagnent en efficacité, construire un vivre ensemble harmonieux, capable de dépasser

4 L'on pense ici au procès dit des « 100 jours » qui a mis à nu un vaste réseau de détournements des fonds alloués aux travaux d'urgence définis dans le cadre du « Programme de 100 jours », expédiant en prison quelques caciques du pouvoir, notamment l'ancien Directeur de cabinet du Chef de l'État en personne.

5 Félix Antoine TSHISEKEDI, *Discours sur l'état de la Nation*, Kinshasa, 13 décembre 2019.

nos limites claniques ou régionales est un impératif pour tous. D'ailleurs, la mosaïque de cultures et de tribus formant la RD Congo est là pour nous rappeler que pour nous développer rapidement, nous sommes condamnés à construire un vivre ensemble basé sur des valeurs universelles et non sur des accointances tribales et sectaires.

(3) La paix, toujours une denrée rare à l'Est du pays...

Dans son discours, le Chef de l'État avait aussi formulé le vœu de voir la paix s'installer durablement à travers tout le pays, particulièrement à l'Est :

Je l'ai dit à Bukavu, je suis prêt au sacrifice suprême, même si je ne le souhaite pas, comme ça devait être le cas pour tout citoyen, afin que les Congolais, partout où ils se trouvent dans leur pays, vivent en paix. Aujourd'hui, pour honorer mon engagement de campagne électorale, j'ai décidé d'installer un État-major avancé à Béni, comme dit plus haut, avec nos meilleurs officiers, pour combattre les ADF-MTM, mouvement terroriste bien identifié⁶.

En même temps que nous encourageons les efforts en train d'être fournis pour ramener la paix dans les parties meurtries de notre pays, il faut malheureusement reconnaître que les défis de la paix, spécialement à l'Est du pays, sont titanesques et exigent une approche multisectorielle. C'est donc un secteur auquel le Gouvernement devra accorder une attention permanente en 2021.

(5) Épilogue de l'année : l'implosion de la coalition FCC-CACH, une bonne nouvelle ?

L'année 2020 n'était pas seulement particulière en RD Congo à cause de la crise sanitaire qui l'a traversée de part en part ; elle l'était également par ses nombreux soubresauts sociopolitiques. En effet, dans son discours du 6 décembre 2020, le Chef de l'État congolais annonçait, au terme de plusieurs semaines de « consultations nationales », la fin de la coalition au pouvoir FCC-CACH, coalition accusée, à tort ou à raison, de bloquer les actions susceptibles d'impulser le changement social tant rêvé.

À ce propos, la question que l'on peut se poser est simple : l'Union Sacrée est-elle une panacée aux tares qui plombent l'envol du pays, d'autant plus que la nouvelle Majorité qu'elle forme est composée en très grande partie d'anciens caciques des deux camps ?

À mon avis, le problème de fond doit rester la **volonté politique** et le **changement de mentalité** des animateurs des institutions de la République, pour passer de la « politique de la jouissance » à la « politique sociale » empreinte de patriotisme et de sens du devoir. C'est seulement ainsi que

6 Félix Antoine TSHISEKEDI, *Discours sur l'état de la Nation*, Kinshasa, 13 décembre 2019.

le visage pitoyable actuel du pays changera. Le Chef de l'État l'avait lui-même reconnu dans son discours devant le Congrès : le temps est venu, affirmait-il, de mettre fin à ce paradoxe d'être considéré comme un des pays potentiellement le plus riche du monde, mais dont la population est parmi les plus pauvres de la planète⁷.

À qui d'autre incomberait la responsabilité de changer le cours de l'histoire sinon aux propres fils et filles du pays ? Oui, que le pouvoir politique soit exercé par la coalition FCC-CACH, par l'Union Sacrée ou par toute autre dénomination ou alliance politique, en un mot comme en mille, **la question fondamentale reste la même** : comment développer ce beau pays de Lumumba qui a particulièrement tout mais dont la population souffre de la faim, de l'insécurité, de l'injustice, de la marginalisation, du sous-développement le plus criant, plus de 60 ans après l'indépendance ? Pour y parvenir, **le changement ne doit pas être purement cosmétique** (comme passer d'une dénomination à une autre) ; **il doit être idéologique**. Le politicien congolais, de quelque bord qu'il soit, est-il prêt à franchir ce pas salutaire pour le bien de son pays ? L'avenir nous le dira ! Entre temps, je vous souhaite une très heureuse année 2021. ■

7 Félix Antoine TSHISEKEDI, *Discours sur l'état de la Nation*, Kinshasa, 13 décembre 2019.